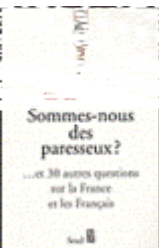


# Les Français ne sont pas des paresseux

17 janvier 2008



Il faut, paraît-il, « réhabiliter la valeur travail ». Nicolas Sarkozy en a fait le thème central de sa campagne victorieuse. Il considère manifestement que la paresse actuelle des Français est la cause principale des difficultés que rencontre le pays. Il s'agit pourtant d'une contrevérité qui aurait dû, en bonne logique, lui coûter l'élection tant le propos est insultant à l'égard des 22,5 millions de salariés, qui travaillent dur chaque jour, et des 2 millions de chômeurs, qui aimeraient pouvoir en faire autant.

Rien n'est plus faux en effet que ce préjugé d'une France paresseuse : les salariés français figurent au contraire parmi les plus productifs au monde. Selon les chiffres du [Bureau of Labor statistics](#) (BLS), organisme officiel américain donc peu suspect de socialisme militant ou de francophilie excessive, un (ou une) Français(e) qui occupe un emploi avait produit 71 900 dollars de richesses en moyenne au cours de l'année 2005. C'est certes moins que les 81 000 dollars produits par l'employé américain moyen mais significativement plus que les 64 100 dollars d'un anglais, les 59 100 dollars des allemands ou encore les 56 300 dollars d'un japonais...

Et Nicolas Sarkozy devrait pourtant savoir que les salariés français ne sont pas, et de très loin, ceux qui travaillent le moins en Europe. Selon Eurostat, l'organisme statistique officiel de l'Union, un (ou une) salarié(e) français travaillait en moyenne 36,4 heures par semaine au troisième trimestre 2006. Contre 36,1 dans l'ex Union à 15. Les Français travaillent presque aussi longtemps que les anglais, 36,5 heures, et significativement plus que les Danois, 34,6 heures, dont le modèle social est si envié, ou encore que les Allemands, 34,5 heures, pourtant champions du monde de l'exportation. Sans parler des Néerlandais qui ne restent en moyenne que 29,8 heures au travail chaque semaine. Dans l'ex Europe à 15, c'est en Grèce, 39,9 heures, et au Portugal, 39,2 heures, qu'on travaille le plus longtemps. Rattraper la Grèce et le Portugal, est-ce cela l'ambition de Nicolas Sarkozy pour l'économie française ?

Si, à niveau de richesses comparable, le chômage est plus important chez nous que chez nos voisins, c'est justement parce que ceux qui ont déjà un emploi sont particulièrement productifs. C'est la raison pour laquelle d'ailleurs la démarche des 35 heures était parfaitement censée. Et c'est pour la même raison, qu'en voulant allonger le temps de travail de ceux qui ont déjà un emploi, Nicolas Sarkozy ne ferait qu'aggraver le chômage. Quant aux chômeurs, soupçonnés de se complaire dans leur situation, il serait pourtant difficile de les pénaliser davantage qu'aujourd'hui afin de les obliger à trouver un emploi : les chômeurs français figurent déjà parmi les plus mal traités au sein de l'ex Union à 15. En 2003, selon les chiffres d'Eurostat, 10 de ces 15 pays dépensaient, en effet, davantage que la France pour indemniser leurs chômeurs, rapporté à leur PIB. Jusqu'à 2,7 fois plus pour le Danemark ou les Pays Bas, mais même un peu plus aussi pour le Portugal...

Contrairement à ce que sous entend le nouveau président de la République, les salariés français ne sont donc pas des paresseux, ni les chômeurs de l'Hexagone, des profiteurs. Pour autant, il ne fait guère de doutes que les entreprises françaises rencontrent des difficultés importantes. Elles sont souvent à la peine sur les créneaux high tech en expansion et s'en sortent, en particulier, nettement moins bien sur le marché mondial que les entreprises allemandes. Et cela bien que le travail soit sensiblement plus cher Outre Rhin : 33 dollars de l'heure en 2005 pour un ouvrier de l'industrie contre 24,6 en France selon les chiffres du BLS.

Si la paresse des salariés n'est pas en cause, ni le coût de leur travail, est-ce que les raisons de ces difficultés ne seraient pas à chercher plutôt du côté de la tête des entreprises ? De la faible qualité de leurs dirigeants et de l'inefficacité de leurs modes de gestion ? Au vu du gigantesque gâchis que l'incurie d'un Arnaud Lagardère, actionnaire de référence, combinée à la soif de pouvoir d'un Noël Forgeard ont provoqué au sein d'Airbus, on se dit en effet que c'est surtout au niveau de ses élites économiques que le capitalisme français aurait besoin d'une « rupture ». Mais il est plus facile à Nicolas Sarkozy de culpabiliser les salariés en poste ainsi que les titulaires de minima sociaux, que de bousculer les chefs d'entreprises dont un certain nombre lui sont très proches.

Guillaume Duval, rédacteur en chef du mensuel Alternatives Economiques.

Extrait de « Sommes-nous des paresseux ?... et 30 autres questions sur la France et les Français », éditions du Seuil, 226 pages, 15 euros. Paru en janvier 2008.

Emplacement :

[Accueil](#) > [Articles](#) > [Points de vue](#) >

